

Edito

La construction européenne ne serait-elle pas soumise à une idéologie qui ne dit pas son nom ?

L'ordolibéralisme est un courant de pensée économique, né en Allemagne dans les années 30, à l'initiative notamment de Walter Eucken, qui combine ordre et libéralisme. Il prône un libéralisme «encadré», rompant en cela avec les tenants du «laissez-faire le marché» qui produit manifestement des conséquences économiques, sociales et politiques négatives. L'économie de marché est considérée comme une condition nécessaire mais non suffisante d'une société libre, juste et ordonnée.

Liberté, justice et ordre sont donc le socle sur lequel repose ce concept qui considère que seule la concurrence «libre et non faussée» garantit la liberté mais au sein d'un cadre défini par les autorités publiques pour garantir l'ordre et la démocratie. On s'assure par exemple d'éviter les phénomènes de concentration pour que les entreprises ne puissent être en position de confisquer le pouvoir politique.

Comme ce système économique engendre des inégalités sociales, des politiques sociales doivent corriger ces effets négatifs sans interférer sur la liberté économique. On appelle cette synthèse **l'économie sociale de marché**. Les politiques allemandes des années 50 ont été construites sur ce modèle ... tout comme **la construction de l'Union européenne** (UE) qui s'est souvent appuyée sur le «moteur» franco-allemand. La stabilité monétaire et la discipline budgétaire, 2 principes ordolibéraux par excellence, fondent le Traité de Maastricht par ex. et le principe de «libre concurrence» est très présent dans tous les Traités et le projet de Constitution concernant la construction de l'UE.

Utiliser le concept d'économie sociale dans une fonction de rustine aux dégâts du capitalisme est une aberration.

C'est pour nous l'occasion de réaffirmer que l'économie sociale et solidaire est avant tout un moyen d'interroger la construction de ces politiques économiques et sociales, de construire les espaces de débats citoyens et de re-territorialiser une économie financiarisée et déshumanisée.

Certain appellent cela l'utopie, permettez moi de l'appeler «le bon sens».

Eric Lavillunière

Website

Info-durable est un site qui a pour objectif de faire comprendre au grand public les enjeux du développement durable et l'intérêt de participer à ce grand défi du XXIème siècle. Info-durable propose une lecture positive et didactique du développement durable, de sorte que chaque citoyen se sente impliqué. Travailler, se loger, se chauffer, se nourrir, se déplacer, partir en vacances, et même avoir des enfants, le développement durable concerne chacun de nous, dans ses préoccupations et ses plaisirs de tous les jours.

<http://www.info-durable.be/> (site en français).

Patrick Humbert (Objectif Plein Emploi – Lu)

L'interview du mois

Interview de Luigi Martignetti

Secrétaire Général du Réseau Européen des Villes de l'Economie Sociale (REVES)

Peux-tu nous présenter brièvement le réseau REVES

REVES (cf.www.reversnetwork.net (En), est la seule organisation européenne qui réunit des partenariats locaux entre les acteurs de l'économie sociale et les autorités locales (plus de 85 membres à ce jour). Il a été créé en 1997 dans l'objectif de mettre en commun et développer les bonnes pratiques en matière de développement local durable (mais on parle maintenant plus volontiers de bien-être local) et de politiques pour l'inclusion sociale. Nous avons trois grands domaines d'intervention:

- du lobby politique auprès des institutions européennes et également par des collaborations avec le Conseil de l'Europe, de l'OCDE et l'ONU;
- la mise en réseaux et l'échange des bonnes pratiques et la mutualisation des ressources;
- le développement d'initiatives pilotes et d'outils d'innovation en matière de développement local.

Vous essayez de peser pour qu'il y ait une meilleure prise en compte et reconnaissance de l'ESS au niveau des politiques et des programmes européens: où en est-on ?

Malheureusement la situation n'est pas brillante et on peut même remarquer une dégradation constante de la prise en compte de l'économie sociale et solidaire (ESS) au niveau de la Commission européenne. C'est assez contradictoire avec ce que l'on peut remarquer au niveau des territoires ou par contre l'intérêt va grandissant car on évalue bien ce qu'apporte l'ESS pour relever concrètement les défis de l'emploi et de la cohésion sociale. C'est particulièrement vrai au niveau des nouveaux Etats-Membres de l'Est (en Pologne notamment) qui, après la faillite de l'Etat-providence, doivent soutenir de nouvelles formes de développement socio-économiques et de solidarité.

Y-a-t-il d'autres institutions avec lesquelles vous travaillez ?

Nous nous impliquons dans deux Inter-Groupes du Parlement européen : celui sur l'économie sociale et un autre sur le développement urbain. C'est pour nous très important car c'est le Parlement élu qui représente le peuple européen. Dans le même sens nous avons contribué à la rédaction de deux avis du Comité des Régions (un sur les partenariats économie sociale/autorités locales et un autre sur la gouvernance locale). En même temps nous battons pour que ces partenariats ne soient pas réduits à leur seule fonction de welfare local, car plus qu'un secteur de services à la population ils sont également un mode de régulation des politiques locales.

(suite au verso)

Info

La Plate-forme européenne de dialogue sur les initiatives éthiques et solidaires des citoyens pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et le Conseil de l'Europe organisent un

Séminaire à Trento le 4 et 5 décembre 2006

Thème: Renouveler le dialogue et la concertation pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion: pouvoirs publics, réseaux de citoyens, médias
Langues de travail: Italien, Anglais et Français

Renseignements:

http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/platform/default_FR.asp

Etude

L'économie solidaire (ES) est en train de se développer partout. Ce mouvement s'accompagne d'un fort désir de mieux comprendre ce que c'est exactement. L'étude que nous présentons ci-dessous explique bien les différentes approches et les bases communes qu'on peut trouver sur le terrain.

IMPACT DES PROJETS D'ECONOMIE SOLIDAIRE EN AUVERGNE (France). Le CREDIS (Collectif Régional des Initiatives Solidaires) et le Centre d'Etudes et de Recherches CEREAs ont réalisé une enquête afin de mesurer l'impact des projets d'économie solidaire sur les territoires.

1. C'est quoi l'économie solidaire ?

Selon les résultats de cette étude il apparaît que pour bon nombre d'acteurs, l'ES est un concept qu'ils découvraient à l'occasion des entretiens et du questionnaire: «**On fait de l'économie solidaire** comme Mr Jourdain (dans «Le bourgeois gentilhomme» de Molière) faisait de la prose: **sans le savoir**». Il ressort des entretiens trois différentes acceptions de l'ES:

- **Elle vient corriger les excès inégalitaires de l'économie libérale** et se distingue par son volet social. Elle est une réponse citoyenne aux populations exclues du système libéral. Elle est une réplique aux dérégulations de l'économie marchande.
- **Elle s'inscrit dans un système d'économie plurielle**. Elle se réfère à un troisième secteur qui ne serait ni le marché privé, ni le marché public. Elle se distingue par des valeurs qui lui sont propres et se définit par son fonctionnement démocratique, sa capacité d'innovation et ses objectifs situant l'homme au centre de ses actions.
- **Elle se situe en rupture avec le système capitaliste**. Elle représente une troisième voie qui ne serait ni capitalisme ni communisme. Elle suppose une organisation sociale, une cohésion sociale différente du capitalisme. Elle est une alternative sociétale considérée comme une utopie nécessaire.

Et dans tous les cas on retrouve la prise en compte du lien social. A construire ou à reconstruire, implicite ou explicite, **le lien social** est une donnée fondamentale présente dans les notions de collectif, de **proximité**, de cohésion et de solidarité. L'ancrage dans le **territoire** est un autre paradigme partagé par tous que l'on retrouve dans les notions d'être acteurs sur le territoire, le faire vivre, développer des activités économiques locales et faire participer les populations au projet.

2. Un rapport spécifique à l'emploi, des compétences particulières et des activités porteuses de sens

L'ES est créatrice d'emplois. Elle est également un vecteur de reconnaissance sociale qui permet une meilleure qualité de vie. Le caractère innovant des projets fait que les statuts et les profils des postes vont «s'inventer» progressivement. On fait alors classiquement appel à la formation (compétences de gestion, administration, ...) mais aussi au sens de l'autonomie et de la responsabilité (métacompétences). Le salaire n'est pas central mais doit être décent. L'épanouissement personnel et la réflexion autour des valeurs qui accompagnent le projet sont primordiaux.

3. La vision des élus

Pour certains élus l'économie solidaire revêt un caractère gauchiste ou anarchiste. Pour d'autres elle se résume à une opportunité d'insertion des publics en difficulté et est quémandeuse de subventions. Mais tous, en dépit des réticences initiales, apprécient les retombées locales. Initiées par des volontés privées et militantes, l'ES transforme les modalités de l'action publique territoriale. Les élus sont en questionnement sur la participation des populations au développement territorial. Les acteurs de l'économie solidaire peuvent apporter des réponses concrètes.

Pour le CEREAs – Madani Doumi sociologue (Etude complète disponible sur le site d'INEES)

Interview de Luigi Martignetti (suite)

Selon toi quels sont les principaux enjeux pour l'ESS au niveau européen ?

Il y a évidemment la sempiternelle question de comment on se compte. En effet pour l'Institution c'est le poids économique et social en terme statistique qui importe. Moi je suggère plutôt d'aborder la question en termes de capital social (même si je n'aime pas beaucoup ces mots) dans l'intérêt qu'il offre par son approche des systèmes de gouvernance, de démocratie locale, de cohésion sociale et des relations socio-économiques dans les territoires. Il permet de travailler à la réconciliation des citoyens avec le projet européen. Si je peux me permettre un avis personnel, on perçoit, de la part des autorités locales, une tendance à se focaliser pour créer les conditions favorables au plein épanouissement de l'économie «classique». Ainsi le vrai challenge serait de ramener à une vision plus globale des politiques territoriales: c'est la problématique portée par ce que nous développons à travers le concept de «Territoires Socialement Responsables» (TSR). Vision globale (dans une approche développement durable) et «empowerment» sont les deux entrées stratégiques de la réussite et de la modernité pour le couple autorités locales/acteurs de l'économie sociale en ce début de XXIème siècle.

Ce sont les priorités de REVES en ce moment ?

Tout à fait, et nous travaillons sur la création d'une agence pour les TSR en mixant les approches académiques et les expérimentations locales.

Propos recueillis par Eric LAVILLUNIERE - INEES

Courrier des lecteurs

Dans l'interview d'Alix Margado, on pouvait lire que l'insertion par l'Activité Economique (IAE) en France est dans une vision de traitement social du chômage et que ces dispositifs sont coûteux.

Jacques Dughera (Secrétaire Général du Conseil National de l'Insertion par l'Activité Economique) nous communique qu'il ne partage pas ce point de vue en s'appuyant sur «2 études régionales en Pays de Loire et en Aquitaine (qui) montrent que l'IAE apporte de la richesse dans les territoires» (même avec les indicateurs classiques en termes comptables, financiers et économiques). Cf. www.cniae.gouv.fr (Fr).

Evidemment la réalité est un peu plus complexe que le propos (raccourci par l'interviewer) exprimé dans l'article. Nous aurions cependant tendance à persister sur le 1er point dans le sens où beaucoup d'opérateurs considèrent l'IAE comme un outil de «resocialisation des personnes» qui (re)donne confiance et employabilité pour (re)trouver un emploi «en milieu ordinaire». On est donc surtout dans une logique de «sas» (entre le chômage et l'emploi). Même pour les organisations d'IAE qui ont un statut d'entreprise (notons qu'à la différence d'autres pays très peu sont en coopérative) l'activité est souvent un outil et le but premier est l'insertion. Un réseau comme celui des Régies de Quartiers, par exemple, s'en est souvent démarqué en insistant sur la dimension citoyenne de leurs activités.

Par contre d'accord pour dire qu'il est injuste de qualifier ces dispositifs de coûteux car ce sont surtout les grandes entreprises consommatrices de subventions publiques qui sont coûteuses dès lors qu'elles délocalisent aux premiers frémissements des actionnaires soucieux de la rémunération de leurs actions. Il fallait le rappeler.

Eric LAVILLUNIERE